

FOR IMMEDIATE RELEASE**GLOBAL SUMUD FLOTILLA AND GLOBAL
MOVEMENT TO GAZA CONFRONT EU COMPLICITY
IN ONGOING CRIMES AGAINST THE PALESTINIAN
PEOPLE****October 17, 2025**

As EU Foreign Ministers gather in Luxembourg on October 20 to review the EU-Israel Association Agreement, civil society organizations, parliamentarians, and international solidarity networks organized by the Global Sumud Flotilla (GS) and Global Movement to Gaza (GMTG) are uniting outside the meeting to demand accountability and an immediate end to European complicity in Israel's ongoing violations of international law and the genocide against the Palestinian people.

From 8:30 a.m., demonstrators will gather at the entrance of the EU Foreign Affairs Council to make their message visible as ministers arrive. Throughout the day, workshops and discussions will take place, focusing on Europe's role in financing genocide, sustaining the illegal blockade on Gaza, and enabling occupation through trade and arms deals.

Among the participants are Irish MP Helen Mahony, who will address how European investments and trade policies have become entangled in Israel's military-industrial complex, and representatives from Colombia, who will share lessons from Uniting for Peace (UP) and other alternative peace initiatives rooted in justice and people's diplomacy.

The gathering will culminate in the presentation of a catalog of measures—a collective policy proposal developed by participants calling on EU leaders to:

- Suspend the EU-Israel Association Agreement under Article 2, which requires respect for human rights as a condition of cooperation;
- End all arms trade and dual-use technology transfers with Israel;
- Redirect EU funds toward reconstruction, self-determination, and sustainable peace rooted in equality and accountability.

CONTINUED...

GLOBAL SUMUD FLOTILLA AND GLOBAL MOVEMENT TO GAZA CONFRONT EU COMPLICITY IN ONGOING CRIMES AGAINST THE PALESTINIAN PEOPLE

October 17, 2025

Europe at a Crossroads

The EU-Israel Association Agreement is the primary legal framework governing trade, political dialogue, and economic cooperation between Israel and the European Union.

Despite clear evidence of Israel's grave breaches of international humanitarian law—including the ongoing blockade of Gaza, settlement expansion, and attacks on civilians—the EU continues to provide Israel preferential access to European markets and billions in research and defense funding.

Renewing or expanding this agreement, without conditions or consequences, would signal Europe's continued endorsement of a system of apartheid and collective punishment.

As Susan Abdallah, GS Steering Committee member, stated:

"Europe cannot speak of human rights while signing trade deals with a state that bombs hospitals, starves children, and imprisons an entire people behind walls. This is the moment for moral clarity."

The GSF-GMTG action in Luxembourg is part of a growing wave of global mobilizations demanding that governments end complicity, stop arming Israel, and stand on the side of justice and liberation.

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

LA GLOBAL SUMUD FLOTILLA ET LA GLOBAL MOVEMENT TO GAZA DÉNONCENT LA COMPLICITÉ DE L'UE DANS LES CRIMES COMMIS CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

17 Octobre, 2025

Alors que les ministres des Affaires étrangères de l'UE se réunissent à Luxembourg le 20 octobre pour examiner l'accord d'association UE-Israël, des organisations de la société civile, des parlementaires et des réseaux de solidarité internationale organisés par la GLOBAL SUMUD FLOTILLA (GS) et la GLOBAL MOVEMENT TO GAZA (GMTG) se rassemblent à la porte de la conférence pour exiger que l'UE rende des comptes et mette immédiatement fin à sa complicité face aux violations continues du droit international par Israël et le génocide contre le peuple palestinien.

À partir de 8h30, les manifestants se rassembleront à l'entrée du Conseil des affaires étrangères de l'UE pour faire passer leur message à l'arrivée des ministres. Tout au long de la journée, des ateliers et des discussions auront lieu, axés sur le rôle de l'Europe dans le financement du génocide, le maintien du blocus illégal sur Gaza et la facilitation de l'occupation par le biais d'accords commerciaux et d'armement.

Parmi les participants figurent la députée irlandaise Helen Mahony, qui abordera la question de l'implication des investissements et des politiques commerciales européens dans le complexe militaro-industriel israélien, et des représentants de la Colombie, qui partageront les enseignements tirés de l'initiative « Uniting for Peace » (UP) et d'autres initiatives de paix alternatives fondées sur la justice et la diplomatie populaire.

La réunion se terminera par la présentation d'un catalogue de mesures, une proposition politique collective élaborée par les participants appelant les dirigeants de l'UE à :

- Suspendre l'accord d'association UE-Israël en vertu de l'article 2, qui exige le respect des droits humains comme condition de coopération ;
- Mettre fin à tout commerce d'armes et transfert de technologies à double usage avec Israël ;
- Réorienter les fonds de l'UE vers la reconstruction, l'autodétermination et une paix durable fondée sur l'égalité et la responsabilité.

SUITE...

LA GLOBAL SUMUD FLOTILLA ET LA GLOBAL MOVEMENT TO GAZA DÉNONCENT LA COMPLICITÉ DE L'UE DANS LES CRIMES COMMIS CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

17 Octobre, 2025

L'Europe à la croisée des chemins

L'accord d'association UE-Israël constitue le principal cadre juridique régissant le commerce, le dialogue politique et la coopération économique entre Israël et l'Union européenne.

Malgré les preuves évidentes de graves violations du droit international humanitaire commises par Israël, notamment le blocus continu de Gaza, l'expansion des colonies et les attaques contre des civils, l'UE continue d'accorder à Israël un accès préférentiel aux marchés européens et des milliards d'euros de financement pour la recherche et la défense.

Renouveler ou étendre cet accord, sans conditions ni conséquences, reviendrait à signaler que l'Europe continue d'approuver un système d'apartheid et de punition collective.

Comme l'a déclaré Susan Abdallah, membre du comité directeur du GS :

« L'Europe ne peut pas parler de droits humains tout en signant des accords commerciaux avec un État qui bombarde des hôpitaux, affame des enfants et emprisonne tout un peuple derrière des murs. C'est le moment de faire preuve de clarté morale. »

L'action du GSF-GMTG au Luxembourg s'inscrit dans une vague croissante de mobilisations mondiales exigeant que les gouvernements mettent fin à leur complicité, cessent d'armer Israël et se positionnent du côté de la justice et de la libération.